SÉNAT DE BELGIQUE.

SESSION DE 1877-1878.

Projet de Loi portant approbation de diverses transactions domaniales.

(Voir les N^{os} 101 et 114 de la Chambre des Représentants.)

LÉOPOLD II, ROI DES BELGES,

À tous présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Sont approuvés :

- 1^o La convention du 5 juin-30 août 1877, portant échange d'une parcelle de 1,910 mètres de terrain domanial, située à Vilvorde, à incorporer dans la voirie à concurrence de 1,550 mètres, contre 500 mètres de terrain appartenant aux propriétaires du nouveau quartier de la station du chemin de fer audit lieu ;
- 2^o La convention du 5 janvier 1878, portant vente au sieur Delmée, d'un terrain domanial situé à Ostende et contenant 3 ares 8 centiares ;
- 3^o La convention du 5 janvier 1878, portant vente au sieur Jean, d'un terrain domanial situé à Ostende et contenant 16 ares 17 centiares 45 milliars ;
- 4^o Le contrat en date du 7 février 1878, portant vente, au profit de la ville de Furnes, des droits de propriété de l'État sur les bâtiments militaires nommés : Casernes du Nord et du Sud, Corps de garde sur la place d'Armes et Pavillon des officiers, à Furnes ;
- 5^o La convention du 27 juillet 1877, relative à la vente par adjudication publique des bâtiments de l'ancien refuge de l'abbaye de Lobbes, à Thuin, servant de caserne de gendarmerie, et au partage du prix, par moitié, entre l'État et la province de Hainaut ;
- 6^o Les conventions des 15 avril-24 mai 1876 et des 5-21 juin 1877, relatives aux travaux à exécuter en vue de la suppression de deux passages à niveau établis à l'extrémité de la station du chemin de fer à Châtelineau, et portant notamment échange de terrains entre l'État, d'une part, la Société anonyme des charbonnages de Marcinelle et Couillet, et la Société anonyme des agglomérés de houille de Châtelineau, d'autre part ;

7° La convention du 6 mars 1878, contenant cession à la province de Hainaut d'un terrain de 42 ares 4 centiares, situé à Tournai, à la Citadelle, pour y construire une caserne de gendarmerie ;

8° La convention des 29 juin-10 septembre 1877, portant vente, au profit de la ville de Liège, de terrains formant les anciens bras de l'Ourthe à Liège, contenant 5 hectares environ, moyennant le prix de 40,000 francs, outre la cession à l'État d'un terrain de 205^m,40 ;

9° La convention des 6 avril-10 novembre 1876, portant vente, au profit de la ville de Liège, moyennant le prix de 20,000 francs, des terrains qui deviendront disponibles par suite de rectification de l'alignement de la rue Table-de-pierre, à Liège.

ART. 2.

Le Gouvernement est autorisé :

a) A vendre aux héritiers Belleroche un terrain situé à Ostende, contenant 308 mètres carrés environ, moyennant le prix de fr. 40-60 le mètre ;

b) A céder gratuitement à la ville d'Anvers, une surface de 1,421 mètres 65^a, au lieu de celle de 783 mètres carrés indiquée à l'article 2, 3^o, *litt. C*, de la loi du 17 juillet 1877 ;

c) A vendre, par adjudication publique, l'immeuble faisant l'objet de la convention reprise au n° 5^o de l'article 1^{er} de la présente loi ;

d) A vendre, dans la même forme, les bâtiments et dépendances servant actuellement de caserne de gendarmerie, à Tournai ;

e) A vendre, à main ferme, à l'administration des hospices de Namur, au prix de 100,000 francs, ou, à son défaut, par adjudication publique, les bâtiments et dépendances rue des Fossés, à Namur, affectés précédemment à la maison d'arrêt.

ART. 3.

Il est ouvert :

1° Au Département des Travaux publics un crédit spécial de 20,000 francs pour être affecté à l'exécution des travaux de construction du chemin de fer reliant les stations des Guillemins et de Vivegnis, à Liège ;

2° Au Département de la justice un crédit spécial de 100,000 francs pour être affecté à l'exécution des travaux d'agrandissement de la maison pénitentiaire et de réforme, à Namur, et de travaux d'amélioration et d'agrandissement des maisons d'arrêt de Charleroi et de Courtrai.

Ces crédits seront couverts par le produit de la vente des immeubles mentionnés sous le n° 9 de l'article 1^{er} et sous le littéra E de l'article 2 de la présente loi.

Bruxelles, le 30 avril 1878.

*Le Président de la Chambre
des Représentants,
(Signé) SCHOLLAERT.*

*Les Secrétaires,
(Signé) L. VISART.
PETY DE THOZÉE.*